

Note de recherche stratégique 6

La crise ukrainienne vue par les chercheurs

Dossier rassemblé par **Frédéric Charillon**

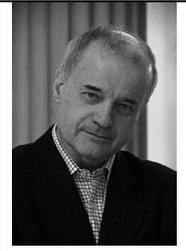
Directeur de l'IRSEM

Pour éclairer la situation ukrainienne (au 25 mars 2014), l'IRSEM rassemble une première série de contributions synthétiques proposées par des universitaires spécialistes de la zone. Par souci de réactivité, les auteurs ont pris de leur temps pour accepter les délais particulièrement courts de cet exercice. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés ici.

SOMMAIRE

1 – UKRAINE : REMARQUES SUR UNE CRISE QUI NE FAIT QUE COMMENCER.....	3
Dominique DAVID	
2 – ANNEXION DE LA CRIMÉE : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES ? QUELLES RIPOSTES?.....	5
Anne DE TINGUY	
3 – CRISE UKRAINIENNE : CONSEQUENCES STRATEGIQUES.....	9
J. Christophe ROMER	
4 – QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES DE LA CRISE UKRAINIENNE?	11
Alexandra GOUJON	
5 – LES VALSES-HESITATIONS STRATEGIQUES DE L'EUROPE	14
Florent PARMENTIER	
6 – CIVILISER L'OLIGARCHIE – UNE CONDITION A LA STABILISATION DE L'ETAT UKRAINIEN.....	16
Sophie LAMBROSCHINI	
7 – BILAN PROVISoire DE LA CRISE UKRAINIENNE : DES VICTOIRES AMBIGUËS POUR LA RUSSIE	19
Cyrille BRET	



	<p>Dominique David, directeur exécutif de l'IFRI, la sortie de crise sera « forcément exécrable ». Face à une Russie qui a perdu l'Ukraine, il importe de repenser ce que pourrait être dans vingt ans « le statut d'un espace est-européen vu par deux espaces géopolitiquement dominants comme un espace-tampon », et affronter l'usure des facteurs qui maintiennent la paix en Europe. Cette crise ukrainienne pourrait également marquer le début de la fin du poutinisme.</p>
	<p>Professeur des Universités à l'INALCO et chercheuse au CERI-Sciences Po, Anne de Tinguy estime la politique russe « trop irrationnelle pour qu'il soit possible d'en identifier les objectifs », et s'inquiète de la tonalité révisionniste du discours de V. Poutine le 18 mars. Face à un président russe convaincu que le rapport de force lui est favorable, la riposte européenne doit être multidimensionnelle, aider l'Ukraine sans rouvrir le dossier de l'OTAN, et s'adresser à une opinion russe inquiète de la dégradation des liens avec l'Occident.</p>
	<p>Professeur des Universités à l'IEP de Strasbourg, Jean-Christophe Romer voit dans cette crise l'affrontement de deux visées impériales : celle d'un Zbigniew Brzezinski rejetant la Russie dans ses espaces les plus orientaux, et celle d'un Alexandre Douguine, prônant le retour de l'empire russe éternel. En poussant l'Ukraine à un choix entre UE et Russie, l'Europe a commis une grave erreur diplomatique et devrait désormais miser sur le triangle de Weimar pour discuter avec Moscou.</p>
	<p>Alexandra Goujon, maître de conférence à l'Université de Bourgogne, insiste sur le point de départ de la crise, qui est une manifestation contre une orientation de politique étrangère. Elle rappelle que le mode opératoire choisi en Crimée pourrait se répéter ailleurs : d'autres forces « d'autodéfense » proches de Moscou existent ailleurs en Ukraine comme en Transnistrie, et la remise en cause par V. Poutine des frontières héritées de l'URSS est peu rassurante.</p>
	<p>Florent parmentier, docteur en science politique et enseignant à Sciences Po, revient sur la déception que l'Europe a générée, en étant tour à tour outragée (par les manœuvres de V. Ianoukovitch), flattée (par les manifestations pro-européennes), et dépassée (par la dramatisation des événements). Peu à l'aise sur le terrain de la sécurité et de la défense, l'UE doit proposer un nouveau partenariat oriental et veiller au partage du coût des sanctions contre Moscou</p>



	<p>Doctorante à Paris Ouest Nanterre, Sophie Lambroschini voit le risque d'une Ukraine devenue assemblage de fiefs aux frontières disputées (Crimée, Transnistrie, régions de l'Est). Le pacte national de 1991 était presque partout propice à l'indépendance, mais la crise gazière de 2005-06 fut une occasion ratée de clarifier les relations avec Moscou. Désormais, le nouveau pouvoir de Kiev est peu armé pour tenir tête à la Russie, aux oligarques ukrainiens, et aux pouvoirs régionalistes.</p>
	<p>Cyrille Bret, haut fonctionnaire et enseignant à Sciences Po, insiste sur le coût de l'opération ukrainienne pour Moscou, qui s'est aliéné ses clients et fournisseurs européens à l'heure d'une récession prolongée, a ruiné la diplomatie publique mise en œuvre aux Jeux de Sotchi, et fait figure de puissance crispée.</p>

1. UKRAINE : REMARQUES SUR UNE CRISE QUI NE FAIT QUE COMMENCER

Dominique DAVID

Directeur exécutif de l'Ifri

1. Comme en 14 : chacun sait que la sortie de crise ne peut qu'être exécrable, mais on y va... Il est vrai que les décisions de crise doivent peu au but initial et beaucoup à la perception de l'autre : d'où les enchaînements erratiques, mal maîtrisables. L'Ukraine ? Dans le meilleur des cas elle devra se résoudre à une « transition » longue et surveillée, à une souveraineté élimée ; dans le pire... La Russie ? Elle devrait savourer vite son splendide isolement : elle a perdu l'Ukraine, et pour un temps les relations ouvertes développées avec l'Ouest depuis 20 ans. La suffocation nationaliste d'une économie plombée suffira-t-elle à son bonheur ? Les Européens ? Ils ont conforté l'image de division, de velléité et d'impuissance qui leur colle à la peau. L'Otan, l'Osce, toutes deux censées à divers degrés assurer la sécurité collective du continent ? Entre roulements d'épaule et silences, quel fut leur rôle dans la crise ? Quant aux Etats-Unis, leur aile est protectrice mais, une fois de plus, lointaine...
2. 1914 a vu la marche consciente vers la catastrophe, qu'aucun mécanisme n'a pu stopper. Aujourd'hui, l'héritage du sanglant XXème siècle – ses malheurs, ses modèles d'organisation internationale, l'habitude chèrement acquise de la coexistence - ; le coût – non seulement moral mais économique – des conflits modernes ; l'interdépendance chaque jour accrue par la mondialisation ; la présence muette, enfin, du nucléaire : tous ces éléments, combinés, pourraient nous garantir, en Europe, contre la dégénérescence de conflits locaux en montée aux extrêmes. Aucun de ces facteurs n'y suffit en lui-



même, mais leur articulation semble encore fonctionner. Pourtant, nul d'entre eux n'est inusable, ni irréversible. La crise ukrainienne ne signe pas le « retour de la force » : les Balkans, le Caucase, le Moyen-Orient, l'Afrique ne l'ont jamais oubliée. Et pour un Russe par exemple, le Kosovo, l'Irak ou la Libye ont largement affirmé l'unilatéralisme occidental dans l'usage de cette force – un unilatéralisme qu'on reproche aujourd'hui à Moscou. La crise redit cependant aux Européens égarés dans l'idéologie post-nationale que la force n'est pas seulement maniée par la police, et que le droit ne suffit pas à organiser une « communauté internationale » qui peut se réduire aux acquêts, ou se dissoudre.

3. Même si Moscou adoptait demain une posture conciliante sur d'autres dossiers européens – les conflits dits « gelés » -, il s'est ouvert en Ukraine, et pour longtemps, un abcès profond, qui témoigne d'une discorde véritablement géopolitique, c'est-à-dire opposant des fantasmes stratégiques dans l'espace, visions difficilement conciliables. C'est donc ici, plus que sur d'autres espaces, aux problèmes non résolus mais moins significatifs, que va se jouer dans les décennies à venir la stabilité du vieux continent. La « question ukrainienne » ne fait que commencer. Et c'est cette question qu'il faut penser politiquement hors des proclamations de principe. *Think tanks* et décideurs politiques doivent s'atteler à cette tâche : imaginer ce que pourrait être dans vingt ans le statut d'un espace est-européen vu par deux espaces géopolitiquement dominants comme un espace-tampon. Ce n'est pas le fantasme de l'usage de la force que nous rapporte cette crise : il ne nous a jamais vraiment quitté ; mais la vieille idée du contrôle des espaces, et spécialement des espaces intermédiaires – et des deux côtés.
4. Quant au poutinisme triomphant, on aurait tort de le croire éternel. L'actuelle crise est pour le pouvoir moscovite à la fois un jeu rationnel et une fuite en avant : vers la récupération symbolique d'une puissance qui fait oublier un temps d'autres difficultés, plus fondamentales. L'ivresse nationaliste est ravageuse en Russie mais elle passera. Et la gueule de bois sentira l'isolement. Comment réagira alors une population pour qui le vrai changement des années 90 fut celui d'une sortie de cet isolement, celui d'une entrée – même symbolique – dans le « monde civilisé » comme l'on disait sous Gorbatchev, alors que l'incapacité des dirigeants russes à convertir l'économie de rente en réelle économie productive se fera plus visible ? Poutine n'est peut-être pas loin de la Roche tarpéienne. Moscou penchera-t-elle alors vers Téhéran ou vers Tunis ? Révolution de palais et ouverture internes, ou rupture sociale ? L'actuelle crise ne peut être lue ni comme un jeu purement rationnel, ni comme un coup de folie de la part de Moscou : elle exprime une géopolitique, et comme toute géopolitique une perception de soi ; et celle-ci n'est pas apaisée. La crise pourrait conduire, plus vite qu'on ne le croit en Occident, à l'extinction du poutinisme.
5. Négocier oui – que faire d'autre ? -, mais négocier quoi ? La timidité des sanctions prises jusqu'ici témoigne d'une lucidité un peu



désabusée. L'inaction est interdite, tout comme la menace militaire. L'espace de la négociation ne peut donc être clos : sur le fonctionnement interne de l'Ukraine, et le relèvement de son économie ; sur le statut géopolitique du pays ; plus généralement enfin sur la stabilité du continent : protection des minorités, statut des frontières, etc. L'isolement durable de la Russie serait un drame, pour le peuple russe, et pour d'autres dossiers dangereux : celui du Proche-Orient, au-delà de la question syrienne, ou celui de l'Iran. C'est d'ailleurs sur l'affaire iranienne que la crise présente pourrait avoir les conséquences les plus préoccupantes. Par exemple en poussant Téhéran vers un nucléaire désormais considéré comme une garantie face aux cahots d'un voisin imprévisible ; ou en incitant Washington à de larges concessions pour s'assurer d'une carte iranienne décisive pour la stabilisation de la région.

6. Sur ces perspectives, les Européens devraient avoir à la fois des vues et des moyens d'agir non négligeables. La pérennité de leurs divisions signerait de manière quasi définitive leur marginalisation politique. Incapables de tenir hier un discours commun cohérent autre que bureaucratique en direction de l'Ukraine ; incapables d'organiser une politique crédible vis-à-vis de Moscou, ils dénonceraient alors leur simple incapacité à penser politiquement. Car c'est de politique qu'il est ici besoin. L'aide économique jouera son rôle, comme le rappel au bon sens militaire. Mais ni l'affirmation de force, ni la diplomatie du carnet de chèques, ni l'invocation de la bonne volonté et du droit ne suffiront. Il faut désormais collectivement se mesurer au risque d'usure des facteurs qui maintiennent la paix en Europe : l'affirmation d'une dissuasion militaire globale ; l'organisation des dépendances croisées en matière économique ; la définition d'un code de conduite contraignant entre tous les Etats du vieux continent ; le rappel commun des expériences du passé. Il faut espérer que dans cette crise les Européens puissent les moyens de dépasser leur mélancolie historique. Faute de quoi l'histoire leur imposera sa propre mélancolie, et ses drames.

2. ANNEXION DE LA CRIMÉE : QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES ? QUELLES RIPOSTES ?

Anne DE TINGUY

Professeur des universités, INALCO et CERI-Sciences po

La Russie a annexé la Crimée avec une remarquable facilité, pratiquement sans qu'un coup de feu soit tiré, à la faveur d'une opération qui n'aura duré que quelques jours. Elle a profité de la situation de rupture du pouvoir politique à Kiev, du fait qu'elle a pu sur place augmenter rapidement sa présence militaire grâce à sa base navale de Sébastopol et à la proximité géographique, s'appuyer sur des personnalités pro-russes et des hommes-liges comme Sergueï Aksionov, nommé fin février Premier ministre de Crimée par la Rada locale



occupée, et agir avec l'assentiment d'une partie de la population. Que la Crimée soit tombée aussi aisément dans le giron russe et qu'elle soit une terre qui a longtemps été russe (mais aussi tatare) ne change rien au fait qu'il s'agit d'une agression contre un Etat souverain dont la Russie a violé la souveraineté et l'intégrité territoriale et que celle-ci a agi en violation des accords qu'elle avait signés avec l'Ukraine en 1994 et en 1997. Depuis 1991, c'est la deuxième fois, après la Géorgie en 2008, qu'elle a recours à la force dans l'espace postsoviétique, la première qu'elle annexe un territoire : l'Abkhazie et l'Ossétie du sud ne sont que des Etats-croupions totalement dépendants de Moscou, mais formellement elles n'ont pas été annexées.

Cette annexion s'inscrit-elle dans une stratégie cohérente ? Est-elle une démonstration de puissance de la Russie après le nouveau revers que représentent, neuf ans après la révolution orange, Maïdan, l'échec et la fuite de Viktor Ianoukovitch et l'arrivée au pouvoir à Kiev d'une nouvelle équipe ? Relève-t-elle d'un opportunisme destiné à la fois à « punir » l'Ukraine et les Etats occidentaux et à récupérer une terre considérée comme historiquement russe ? Est-elle une étape dans la déstabilisation de l'Ukraine ? Une étape dans une politique de reconquête dans l'espace postsoviétique qui permettrait à la Russie de corriger la perte de puissance qui a suivi l'effondrement et l'éclatement de l'URSS ? La politique russe apparaît aujourd'hui trop irrationnelle pour qu'il soit possible d'en identifier les objectifs. Rien ne prouve qu'elle ait été planifiée depuis longtemps et qu'elle soit pensée sur le long terme, en bref qu'elle corresponde à une stratégie. Quoi qu'il en soit, ce conflit, qui est à la fois post-impérial et russo-occidental, est d'une extrême gravité : il s'agit du plus grave dans cette partie du monde depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'URSS.

La rhétorique poutinienne confirme la nécessité de le prendre très au sérieux. Le discours le 18 mars devant le parlement russe est particulièrement préoccupant. Il révèle un fort désir de revanche après des années de frustrations accumulées, générées depuis 1991 par de sérieuses déceptions, réelles ou supposées : à maintes reprises, la Russie n'a pas été en mesure de peser sur les politiques ukrainiennes d'une part, occidentales d'autre part (Kosovo, élargissement à l'est de l'Alliance Atlantique, Irak, bouclier anti-missile, Libye, etc). La remise en question de l'héritage soviétique (la décision khrouchtchévienne de 1954 a été « prise en violation des normes constitutionnelles alors en vigueur ») justifiant l'annexion de la Crimée, celle de l'héritage de 1991 (« les promesses » contenues dans la Communauté des Etats indépendants sont « toutes restées vides ») suggèrent un révisionnisme qui pourrait viser d'autres éléments de cet héritage. Préoccupant aussi parce que le président continue à fonder son analyse sur des contre-vérités (les menaces auxquelles étaient et sont confrontés en Ukraine les Russes et les russophones, le « coup d'Etat » opéré à Kiev par « les nationalistes, les néo-nazis, les russophobes et les antisémites », etc) qui bloquent toute possibilité d'évolution allant dans le sens d'une sortie de crise. Lourde également de menace pour l'avenir, la rhétorique de Vladimir Poutine sur le monde russe a une nouvelle



dimension qui contient en germe contentieux et conflits. Le maître du Kremlin réaffirme le droit et le devoir de l'Etat russe à l'égard des populations russes et russophones de l'étranger : étant donné les menaces auxquelles était confrontée « la Crimée russophone » et « l'appel à l'aide » que les habitants de la péninsule lui avaient lancé, « la Russie ne pouvait pas l'abandonner dans le malheur, cela aurait été une trahison » – l'argument, on s'en souvient, avait déjà été avancé pour justifier son action militaire en Géorgie en 2008. Le 18 mars, le président russe va plus loin en affirmant la légitimité de « l'aspiration du monde russe, de la Russie historique, à restaurer son unité », aspiration qu'il compare à celle des Allemands lors de la réunification de l'Allemagne. « La nation russe, ajoute-t-il, est devenue en 1991 l'un des plus grands groupes ethniques, sinon le plus grand dans le monde à être divisé par des frontières ». Il y a là un nouvel argument susceptible d'être invoqué dans maintes autres situations. Rappelons que les minorités russes sont encore numériquement très fortes dans les régions orientales de l'Ukraine, dans celles du nord du Kazakhstan limitrophes de la Fédération de Russie, en Biélorussie, en Estonie, en Lettonie, etc.

La crise actuelle est susceptible, on le voit, d'avoir de multiples et profondes répercussions :

- En Ukraine si la Russie poursuit l'action de déstabilisation et de démantèlement de cet Etat qu'elle a entreprise
- sur les relations entre la Russie et l'Ukraine : la première a peut-être gagné la Crimée, mais, du fait du traumatisme provoqué par ce coup de force, elle risque d'avoir perdu l'Ukraine en la repoussant vers l'Europe, ce qui bouleverse les équilibres au centre du vieux continent et ceux entre l'UE et la Russie
- sur les rapports entre la Russie et ses autres partenaires de l'espace postsoviétique qui ne se sont pas précipités pour soutenir la démarche russe, ainsi que sur le projet d'Union eurasiennne, imaginé par V. Poutine pour concurrencer les accords d'association proposés par l'UE, un projet qui paraît aujourd'hui sérieusement ébranlé
- sur les rapports entre le pouvoir et les sociétés des Etats de la région qui ont mis en place un régime de type autoritaire (notamment ceux d'Asie centrale, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie)
- sur les relations entre la Russie, les Etats européens et les Etats Unis : le partenariat UE-Russie et la politique américaine de *reset* , qui n'ont pas permis de prévenir cette crise, sont en échec; la politique européenne de voisinage est à redéfinir
- sur le fonctionnement du système international (rôle du Conseil de sécurité, impact sur les Etats désireux de se doter de l'arme nucléaire, etc)
- en Russie : conséquences économiques, nationalisme, rapports gouvernants-gouvernés

Dans ce contexte, les réactions des Etats européens et des Etats-Unis sont d'une particulière importance. Vladimir Poutine se base-t-il sur la guerre en Géorgie qui a permis en 2008 à la Russie d'atteindre plusieurs des objectifs qu'elle poursuivait (la question de l'élargissement



de l'Alliance atlantique à la Géorgie et à l'Ukraine n'a notamment plus été à l'ordre du jour après ce conflit) sans que ses relations avec les Occidentaux en soient affectées ? Sur la décision à l'automne 2013 de Barack Obama de renoncer au recours à la force en Syrie ? Sur la perception dominante depuis plusieurs années à Moscou d'une UE très affaiblie et en perte de vitesse à la fois sur le plan économique et politique ? Quels que soient les éléments de son analyse, le président russe semble aujourd'hui convaincu que les rapports de force sont favorables à son pays et que le coup de force opéré n'aura que des conséquences limitées. Une absence ou une quasi-absence de réactions serait donc interprétée au Kremlin comme une marque de faiblesse et un feu vert donné à d'autres initiatives, aujourd'hui ou demain, en Ukraine ou ailleurs, notamment dans l'espace postsoviétique.

La riposte européenne et américaine peut et doit être multidimensionnelle. Les sanctions prises seront-elles dissuasives ? Celles déjà prises par Washington, notamment dans le domaine financier, semblent pouvoir être significatives. L'économiste Sergueï Guriev a rappelé cette semaine que l'économie russe était vulnérable et que l'impact de sanctions sur la capacité de la Russie à attirer des investissements étrangers risquait de lui coûter fort cher à un moment où la croissance s'est fortement tassée et où le pays est en mal de modernisation. Notons que les Russes, qui semblent largement soutenir la politique actuelle de Vladimir Poutine, en particulier le rattachement de la Crimée à la Russie, sont aussi une majorité (56 %) à s'inquiéter de la détérioration des relations avec l'Occident et (53 %) de possibles sanctions politiques et économiques de l'Occident (enquête Levada 7-10 mars).

La riposte ne se limite pas à des sanctions. Elle consiste aussi à soutenir l'Ukraine sur la voie des réformes. Faire reculer la Russie en Crimée risque d'être un objectif de long terme. L'objectif prioritaire et immédiat doit être d'aider l'Ukraine, notamment techniquement, à préparer les élections du 25 mai prochain, étape essentielle dans le processus de transition dans lequel elle est engagée, et à avancer sur la voie des changements. Une Ukraine qui se stabilise, se démocratise et se réforme avec le soutien de l'Europe, une Ukraine qui serait un modèle pour d'autres Etats de l'espace postsoviétique, constituerait une formidable réponse au coup de force de Vladimir Poutine.

La riposte doit aussi être une politique européenne ambitieuse et généreuse qui soit à la hauteur de la situation et des attentes des Ukrainiens. Au-delà de la signature du volet politique de l'accord d'association, une décision comme la suppression des visas serait perçue, sans nul doute, comme un geste fort à leur égard. L'UE doit enfin s'engager, rapidement et plus fortement qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, auprès des Etats qui ont souhaité se tourner vers elle : la Moldavie et la Géorgie, déjà soumises à de fortes pressions de la part de la Russie.

Rouvrir le dossier de l'Alliance Atlantique apparaît par contre inutilement risqué. C'est un dossier qui n'a jusqu'ici jamais fait l'unanimité au sein de la société ukrainienne et qui est donc de nature à la diviser, ce qui serait contreproductif dans le contexte actuel. Par ailleurs,



ce serait répondre à l'agression par la provocation : agiter un « chiffon rouge » devant les yeux des élites dirigeantes russes exacerberait encore les tensions sans que cela corresponde, on vient de le dire, à une forte demande ukrainienne.

Lorsque le pouvoir politique sera stabilisé, les Ukrainiens souhaiteront-ils réfléchir à une modification de leur système politique allant dans le sens de la fédéralisation ? Souhaiteront-ils conserver le statut « hors blocs » inscrit depuis 2010 dans la législation ukrainienne ? Les laisser seuls décider de leur sort est probablement le meilleur service que le monde extérieur peut leur rendre.

Une action en direction de la société russe est par ailleurs rendue nécessaire par la campagne de désinformation de grande ampleur menée par les dirigeants russes. La propagande russe a des effets significatifs : elle nourrit notamment un nationalisme qui a une forte dimension anti-occidentale. La contrer pourrait se faire via les médias internationaux reçus sur le territoire russe, l'internet et les réseaux sociaux, mais aussi par un développement des liens entre les sociétés, notamment au niveau des jeunes.

3. CRISE UKRAINIENNE : CONSEQUENCES STRATEGIQUES

J. Christophe ROMER

Professeur à l'IEP de Strasbourg

Chercheur associé à l'IRSEM

S'il apparaît que, dans la crise ukrainienne, aucun des acteurs, directs ou non, ne souhaite en arriver à une confrontation armée – à l'exception peut-être de mouvements et milices d'extrême droite – cette crise n'en aura pas moins des conséquences d'ordre stratégique à plusieurs niveaux.

L'efficacité des sanctions économiques sera sans doute limitée, au moins à court terme, par l'interdépendance que les nostalgiques de la guerre froide ont peut-être sous-estimée tant à Moscou qu'à Bruxelles et à Washington. Pour le plus long terme, la Russie pourrait payer le prix de l'obsolescence de son outil industriel. Pourtant, la négociation doit impérativement revenir au centre du jeu en sortant des dogmatismes qui ont prévalu des deux côtés depuis plusieurs mois. Car l'une des causes de la crise actuelle est bien un affrontement de deux visées impériales opposées : celle d'un Zbigniew Brzezinski annonçant, au-delà d'un rejet de la Russie dans ses espaces les plus orientaux, un empire américain de 1000 ans face à un Alexandre Douguine, que l'on dit parfois inspirateur du président russe, prônant le retour de l'empire russe éternel, héritier de celui de Gengis Khan.

Quant à l'UE, qui ne paraît pas avoir de véritable représentation de l'espace, elle a exigé, dans les semaines qui ont précédé le sommet de Vilnius (28 novembre), que les Ukrainiens choisissent entre la Russie et l'UE, commettant une erreur diplomatique grave qui a



contribué à l'affrontement que l'on connaît aujourd'hui. Car l'Ukraine devrait être un pont et non un mur. Un espoir toutefois a pu naître lorsque l'UE a mandaté les ministres français, allemand et polonais, c'est-à-dire les trois pays du triangle de Weimar, pour négocier à Kiev les 20 et 21 février. Or il semble que la France n'ait pas bien saisi la pertinence de cette formation alors que le « triangle » représente sans doute le format idéal qu'il conviendrait de revitaliser pour négocier avec Moscou, ne serait-ce que pour éviter une marginalisation de la France.

De son côté, la Russie ne paraît pas avoir évalué les conséquences à long terme de son comportement, sous prétexte de « réparer l'erreur de Khrouchtchev »¹, de compenser les années d'humiliation que la Russie a ressenties de la part de l'Occident, mais aussi et même surtout de garantir la pérennité de la base de Sébastopol qu'elle craignait de perdre si l'Ukraine « passait à l'ouest ».

Dans ce contexte de crise qui pourrait durer, on peut tirer quelques perspectives d'ordre stratégique au regard de la CEI, des relations Russie-Ukraine, des négociations en cours notamment sur le Proche et Moyen-Orient.

La CEI

L'absence notable de soutien à la Russie de la part des pays membres de la CEI – à l'instar de ce qui s'était passé lors de la guerre des 5 jours en 2008 – pourrait poser la question de l'avenir de la CEI surtout si, comme la Géorgie, Kiev décidait de quitter la Communauté. Quelle sera dès lors la nature des liens entre la Russie et les anciennes républiques soviétiques ? Si une rupture est peu vraisemblable dans la mesure où ces républiques ont besoin de la Russie, un lien qui serait exclusivement bilatéral renforcerait leur dépendance à l'égard de Moscou tout en accroissant leur méfiance à l'égard du « grand frère ». Or, rejeter la Russie dans ses retranchements asiatiques ne saurait constituer une bonne nouvelle pour l'Europe.

Les relations russo-ukrainiennes

Moscou a beaucoup utilisé les références à Stepan Bandera, et aux mouvements nationalistes ukrainiens OUN et UPA pour critiquer les manifestants de Maidan. Cette radicalisation du discours pourrait avoir des répercussions sur la vie politique en Russie elle-même. Car même si le référendum du 16 mars a conduit à une hausse de popularité de V. Poutine qui aurait lavé les humiliations passées, cela pourrait conduire à une radicalisation des politiques en Russie et à renforcement du contrôle du pouvoir sur la vie politique russe qui s'éloignera plus encore de l'Europe². La crise – et les responsabilités sont multiples – a conduit à « inventer » un antagonisme russo-ukrainien dont les fondements sont

¹ Titre de une de la *Nezavisimaja Gazeta*, 7 mars 2014.

² On retrouve là un argument que George Kennan avançait légitimement en 1997, lors du débat sur l'élargissement de l'Otan.



particulièrement faibles sauf, à la rigueur, dans les régions de Galicie et de Volhynie. Opposer la Russie et l'Ukraine ne saurait être de bonne diplomatie, mais on peut se demander s'il n'est pas trop tard et si l'Europe, n'a pas joué là contre ses intérêts.

Les négociations en cours

La relative modération des sanctions adoptées par l'UE peut s'expliquer par le fait que les Occidentaux ont aussi besoin de la Russie pour avancer dans le règlement de certains dossiers notamment syrien et iranien. Mais l'interdépendance la plus évidente se situe dans la perspective du retrait de la FIAS d'Afghanistan car si les Etats-Unis ont besoin des relais offerts par les Russes sur leur territoire et sur celui des pays du traité de sécurité collective, Moscou craint aussi les conséquences d'un retrait occidental pour sa propre sécurité liée à une éventuelle reprise des activités terroristes et au trafic de stupéfiants.

Concernant les négociations sur le désarmement, d'une part, elles n'ont plus l'importance qu'elles avaient jusqu'en 1993, d'autre part, elles semblent ne plus servir que d'instrument de gesticulation politique (gel des FCE, menaces récurrentes de dénoncer le traité FNI...).

Enfin, on peut se demander si la crise ukrainienne ne conduira pas Washington à se réinvestir en Europe au détriment ou conjointement au « pivot asiatique ».

4. QUELLES CONSEQUENCES STRATEGIQUES DE LA CRISE UKRAINIENNE ?

Alexandra GOUJON

Maître de conférence à l'université de Bourgogne

Enseignante à Sciences po Paris

D'une mobilisation citoyenne de protestation à l'encontre d'une politique étrangère, la situation politique en Ukraine a évolué en quatre mois en véritable crise internationale entraînant dans son sillage des conséquences stratégiques importantes relevant à la fois de la démocratie, de la construction de l'Etat, de l'organisation régionale européenne et des relations internationales.

De la démocratisation

La particularité de la crise ukrainienne est d'interroger le phénomène de la démocratisation à l'aune des révolutions de couleur en Europe de l'Est et des révolutions arabes qui se sont déroulées depuis le début du XXIème siècle. Le mouvement de protestation en Ukraine qui s'est tout d'abord concentré sur la non signature d'un accord d'association entre l'UE et l'Ukraine s'est transformé en une mobilisation citoyenne, appelée aujourd'hui Maïdan du nom de la place de Kiev où elle s'exprime le plus massivement, contre un système politique fondé sur la corruption. Cette mobilisation ne s'est pas arrêtée, fin février, avec le changement de personnalités au pouvoir en faveur de l'ancienne opposition et notamment



de deux de ses composantes politiques (les partis La Patrie et Liberté). Elle se poursuit aujourd'hui avec la ferme intention pour ceux que l'on appelle les responsables du secteur civique de faire adopter des principes, via de nouvelles lois, permettant la fin de la corruption dans des secteurs-clefs comme ceux de la justice, de la santé ou de l'éducation, la transparence de l'information et notamment de celle relevant du revenu des élites politiques, la lustration pour empêcher ceux ayant participé à des activités illégales ou criminelles d'accéder au pouvoir et le contrôle des élites politiques sur le long cours à travers des comités de vigilance. Le poids de Maïdan passe donc par l'imposition de ces principes avant que ne s'installe une nouvelle équipe au pouvoir à la faveur des élections présidentielles du 25 mai prochain et des élections parlementaires qui suivront.

De la construction de l'Etat-nation

La crise ukrainienne interroge également le phénomène de construction de l'Etat-nation. L'Ukraine vient de vivre l'un des moments les plus traumatiques de son histoire depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Certes les années 1950 ont été particulièrement violentes lors de la soviétisation des régions occidentales du pays. Mais la répression policière de la mobilisation citoyenne, qui a débuté dès la fin du mois de novembre et qui a conduit à une centaine de morts les 19-20 février sans compter les centaines de blessés et de disparus, conforte la nécessité d'une stabilité étatique et d'une unité nationale sachant que l'usage de la violence, qui n'est pas traditionnel dans ce pays (la Révolution orange s'était déroulée sans violence), ne s'est pas arrêtée avec la fuite en Russie du président Ianoukovitch qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt pour « meurtre de masse » de civils. Le changement de pouvoir en Crimée a, en effet, été réalisé par la force dès le 27 février avec l'occupation des principales institutions politiques et bases militaires de la république autonome par des hommes armés sans insigne, qualifiés de forces d'autodéfense, dont on sait qu'elles sont liées aux autorités russes ; leur allégeance non revendiquée est un indicateur de la manière dont les autorités russes opèrent dans l'espace post-soviétique sachant que ce type de forces est actuellement présent sur d'autres parties du territoire ukrainien et dans des Etats séparatistes comme la Transnistrie sans compter les manœuvres militaires aux frontières orientales de l'Ukraine. De fait, la volonté d'annexion de la Crimée par la Russie remet en cause l'Etat-nation ukrainien tel qu'il se consolidait depuis la fin de l'URSS et entraîne, par extension, une remise en cause de l'ensemble des frontières des Etats indépendants issus de l'URSS. La légitimation par le président russe de l'annexion de la Crimée par l'évocation d'une faute commise par les autorités soviétiques en 1954 laisse présager une volonté de déstabilisation étatique généralisée dans la région post-soviétique dont la Moldavie et la Géorgie sont déjà le symbole. Cette déstabilisation a bien évidemment des répercussions dans l'ensemble de la région.

De l'Europe

La crise ukrainienne qui aurait pu représenter une simple crise politique interne avec un changement de pouvoir et une évolution démocratique remet en cause la stabilité



européenne dans son ensemble. L'annexion de la Crimée par la Russie incite l'Union européenne à prendre position sur ses frontières politiques ultimes. Son indécision quant à un éventuel élargissement aux Etats post-soviétiques, autres que les pays Baltes, est difficilement durable puisque le président russe a récemment donné des éclaircissements explicites sur ce que signifiait pour lui « l'étranger proche ». La déstabilisation des Etats post-soviétiques vise non seulement à légitimer un contrôle politique sinon militaire par la Russie mais aussi à empêcher toute forme de progrès politique et économique à l'européenne. On comprend en effet les difficultés à mettre en œuvre des réformes politiques et une restructuration économique alors que l'intégrité territoriale est menacée et que l'ordre public est contesté par des forces externes. La question est donc de savoir si la frontière orientale de l'UE ne doit pas être appréhendée dans les mêmes termes que pour les Balkans où adhésion à l'UE et stabilisation vont de pair sachant pourtant qu'il ne s'agit pas de guerre civile mais d'agression étrangère. Les dirigeants russes qui ne veulent pas que la Russie devienne une puissance régionale d'un seul pays ont clairement souligné le caractère primordial de la dimension européenne de l'Union eurasiatique. Cette conception russe de l'organisation du territoire européen déstabilise aujourd'hui l'Europe dans son ensemble tant les principes sur lesquels elle est fondée renvoient à l'usage de la force et au mépris des attitudes citoyennes comme l'a montré la réaction russe à la crise ukrainienne.

Des relations internationales

Bien que la crise ukrainienne ait commencé par un mouvement citoyen de protestation, on peut s'interroger sur les causes géopolitiques de ce mouvement en analysant le refus du président Ianoukovitch de signer, une semaine avant la date prévue, un accord avec l'UE promis à des électeurs ukrainiens depuis des années. En écoutant la conférence de presse de Vladimir Poutine du 18 mars, on comprend que ce refus s'inscrit dans un programme stratégique russe de longue date qui, sous couvert de revanche internationale et de soutien à Ianoukovitch depuis 2004, vise à restaurer la puissance de la Russie sur la scène internationale non seulement de manière diplomatique mais aussi de manière militaire. L'usage de la force en Ukraine en témoigne. En dehors de la volonté d'éviter toute extension à l'Est des organisations euro-atlantiques, la Russie joue aussi sa carte internationale visant à conforter ses alliances politiques et économiques dans le monde et à montrer à ses partenaires qu'elle n'est pas seulement une puissance de contestation d'un monde qu'elle critique parfois comme étant unipolaire mais aussi une puissance de premier plan dans un monde recomposé dans lequel elle cherche à conforter sa place notamment face aux puissances émergentes.



5. LES VALSES-HESITATIONS STRATEGIQUES DE L'EUROPE

Florent PARMENTIER, Dr.

Maître de conférences à Sciences Po. Il prépare un livre aux Presses de Sciences Po sur les transformations politiques dans les pays voisins de l'Europe.

Le bilan européen sur la crise ukrainienne ne paraît guère flatteur au premier abord ; il n'est pas sûr malheureusement qu'un second regard soit davantage clément. On ne manquera pas de trouver des contempteurs de la diplomatie européenne, non seulement Moscou, mais aussi à Washington, les propos peu amènes accessibles sur Youtube de l'américaine Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État pour l'Europe et l'Eurasie et épouse du néoconservateur Robert Kagan, laissant peu de place à l'équivoque. Dans les capitales européennes ou à Kiev, le constat qui est fait est implacable : l'Europe n'a pas été à la hauteur des espoirs placés en elle. Sa politique est essentiellement réactive, quand elle aurait besoin d'anticipation stratégique sur le pays essentiel de son voisinage à l'Est.

Reprenons le fil des événements : une première séquence s'est ouverte suite à la non-ratification fin novembre 2013 de l'accord d'association européen par le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, ce qui a ouvert la voie au mouvement Euro-Maidan (du nom de la place centrale de l'indépendance de Kiev). Tour à tour outragée, flattée et dépassée, l'Europe a semblé souvent en décalage avec les évolutions sur le terrain – sans que l'on puisse non plus avancer que d'autres acteurs aient agi avec plus de justesse. Outragée parce que l'Europe s'était persuadée que Viktor Ianoukovitch allait signer l'accord : son refus lui a fait l'effet d'un futur marié dont la promesse se trouve dérobée sur l'autel. Flattée, elle l'a été quand elle a vu de nombreux manifestants plaider pour sa cause : alors qu'elle est depuis la crise économique de 2008 fréquemment vue par ses opinions publiques comme la cause de nombreux problèmes, il lui a un temps semblé que les derniers Européens étaient dans les rues de Kiev. La résistance des manifestants, leur organisation et leur motivation ne pouvaient qu'impressionner des spectateurs blasés par les institutions européennes. Dépassée, elle a pu l'être, surtout lors des journées sanglantes, où le centre-ville de la capitale ukrainienne ressemblait plus à une zone de guerre qu'à un quartier paisible. Au moins s'est elle reprise avec l'envoi d'une délégation du triangle de Weimar, composée des ministres des affaires étrangères allemand, français et polonais. L'accord du jeudi 21 février n'a certes pas duré, le représentant russe présent lors des négociations n'a certes pas signé, mais les Européens avaient semble-t-il finalement trouvé leur rôle.

Une seconde séquence s'est indéniablement ouverte avec le départ du président ukrainien, qui a précédé l'opération russe en Crimée. Cette dernière a traduit l'incompréhension des Européens face aux questions de sécurité de défense : face à une opération bien rôdée, il est apparu évident que la grammaire de la puissance n'était pas la même dans les chancelleries



européennes et en Russie. Dépassés sur le plan militaire et sur le plan tactique, les Européens (comme les Américains du reste), afin de ne pas perdre totalement la face, de montrer leur attachement à la souveraineté ukrainienne et de donner le change, ont réfléchi au type de sanctions à mettre en place. D'expérience, les politiques de sanctions ne peuvent être efficaces qu'à la condition de frapper fort et juste, et d'avoir un coût élevé à court terme pour le pays ciblé : sur le moyen ou long terme, elles sont de toute façon contournées, leur efficacité s'érode. Il n'est que besoin de se souvenir que la suprématie britannique sur les mers à l'époque napoléonienne, empêchant l'importation de sucre de canne depuis les Antilles, a conduit les Français à développer la betterave à sucre chez eux. En l'occurrence, tout porte à croire que les sanctions votées ont été faites pour rester sans effet, tant du fait des personnes visées que des moyens employés. En effet, les premières personnalités sanctionnées sont peu nombreuses et n'ont pas forcément eu de rôle direct dans l'annexion de la Crimée. En outre, la saisie des avoirs suppose que les personnes incriminées en disposent dans les pays concernés ; quant à l'interdiction de visa, un pouvoir moscovite cynique ne pourra qu'inciter un oligarque à préférer Sotchi à Courchevel. D'autant que la station balnéaire vient d'organiser des Jeux Olympiques qui ont amené le pouvoir central à dépenser 36 milliards d'euros pour rénover les installations... La vraie question réside sans doute dans le fait de savoir si les Européens sont prêts à payer le prix pour les sanctions : on oublie généralement que celles-ci ne sont pas seulement coûteuses pour le pays cible. Les industriels allemands devraient alors composer avec leurs approvisionnements en gaz, au demeurant énergie de complément indispensable à côté des renouvelables (pour le solaire et l'éolien), la City devrait accepter de se priver de la manne financière russe qui représente notamment 8% de l'immobilier à Londres, et les ouvriers français de Saint-Nazaire renoncer à la fabrication des porte-hélicoptères Mistral vendus à la Russie (menace par ailleurs peu vraisemblable dans les faits). D'autres pays partagent la volonté de sanctions, tant que ce ne sont pas leurs intérêts propres qui sont concernés. Pour une politique de sanctions européennes, la question de la répartition des coûts est essentielle. Sans doute faut-il se laisser les cartouches pour la suite, mais à vouloir sanctionner de manière symbolique, on ne renforce pas la crédibilité européenne, sans favoriser pour autant une désescalade des tensions régionales.

Quels sont donc les perspectives stratégiques pour l'Europe ? Cette dernière est ambitieuse dans sa volonté de transformation de l'Ukraine mais limitée dès qu'elle doit penser en termes de puissance ; sa grande priorité doit être de repenser son Partenariat oriental. Ce projet de transformation de six Etats post-soviétiques (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine), à la fois politique et économique, représente un espoir pour les Ukrainiens : celui de permettre à terme l'installation d'un État de droit véritable, qui ne soit plus en proie à l'arbitraire, à la corruption et à l'injustice. Réussir la transformation politique de l'Ukraine permettrait de consolider un cadre étatique aujourd'hui diminué de la Crimée, et fragilisé dans les régions de l'Est et du Sud. En ce sens, une loi sur le financement de la vie politique paraît constituer une priorité, tant l'écœurement des citoyens vis-à-vis de



leurs représentants est fort. En d'autres termes, plutôt que d'essayer de récupérer la Crimée de manière hypothétique, il faut aider l'Ukraine à mettre en place un contrat social attractif qui affaiblirait tout séparatisme. Pour cela, la bonne tenue des élections du 25 mai est indispensable, et doit aller de pair avec une réflexion sur la fédéralisation de l'Etat ukrainien. Elle ne doit pas être achevée à n'importe quel prix, car elle est lourde de dangers, pouvant nourrir un séparatisme s'appuyant sur les ressources russes. Elle doit permettre avant tout de rappeler que le gouvernement de Kiev est là pour encourager le vivre-ensemble dans un pays plus uni qu'on ne le croit, mais dont les fragilités sont aujourd'hui apparentes. Aux Européens de porter ce projet de promotion de l'Etat de droit pour les Ukrainiens et les autres pays du Partenariat oriental.

6. CIVILISER L'OLIGARCHIE – UNE CONDITION A LA STABILISATION DE L'ETAT UKRAINIEN

Sophie LAMBROSCHINI

Chercheure doctorante, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Bizarrement, c'est Alexandre Loukachenko, le président biélorusse, qui a tiré une leçon très pertinente de la crise ukrainienne. *« Il faut être un idiot pour ne pas comprendre que la dégradation économique et la corruption sont au cœur de l'effondrement de l'Etat ukrainien »*. D'une phrase Loukachenko a replacé l'Ukraine au centre de la crise actuelle, une place qui lui a échappé dans le tourbillon de spéculations géopolitiques de ces dernières semaines. L'érosion de l'Etat ukrainien par un pouvoir oligarchique prédateur a été une condition à la mise en œuvre par le Kremlin de sa politique de « protection du peuple russe ». Jouant des divisions internes au détriment d'une construction supra-ethnique de l'Etat ukrainien, les élites dirigeantes ukrainiennes portent la responsabilité d'un risque de délitescence de l'Ukraine. L'Ukraine court le risque, sauf retournement rapide, de devenir un assemblage de fiefs aux frontières disputées – Crimée, Transnistrie, voire les régions de l'Est - une de ces « entités géographiques » que l'on peine à qualifier d'« Etat ». Un retour en arrière s'impose pour mettre à jour les interconnexions entre jeu oligarchique et conséquences stratégiques.

Contrairement aux affirmations du Kremlin, l'Ukraine a été fondée sur un contrat social pro-indépendance, même en Crimée. Seulement ce contrat n'avait pas une base ethnique mais plutôt économique. L'Ukraine soviétique se projetait alors comme mère nourricière d'une URSS feignante et ivrogne. Comme le reste de la République socialiste d'Ukraine, la Crimée a exprimé dans le référendum de décembre 1991 sa volonté de rompre avec ce boulet moribond que représentaient les étendues sibériennes – autant que le pays de Cocagne profite à ses propres habitants! Donc si dans les régions occidentales et centrales de l'Ukraine, le projet indépendantiste avait une composante identitaire puissant; à l'Est, au



centre et au sud, ce même projet était porté par des considérations plus pragmatiques, le droit du peuple à disposer de ses propres ressources. Mais après 1991, l'Ukraine, un jardin d'Eden à l'aune du développement économique soviétique avec ses secteurs agro-alimentaires et industriels qui tournaient plutôt bien, s'effondre remettant par le même fait la force de l'allégeance nationale.

Dans les années suivant l'indépendance, on a paré au plus pressé : une monnaie, un statut international reconnu, une langue distincte pour ancrer une identité ukrainienne. Leonid Koutchma, deuxième président, arbitre les nouvelles forces économiques issues de la transition post-soviétique, y compris celle du voisin russe. Ainsi, les diverses tentatives de rejouer les frontières ukrainiennes par la Russie au nom de l'Histoire ou de l'intérêt stratégique – crise de Crimée en 1996, crise de Touzla en 2003 – s'étaient soldées par une retraite russe. Seulement, le modèle koutchmiste – ce sultan gérant les vizirs des clans oligarchiques tout en jouant une politique étrangère « multi-vectorielle » - finit par atteindre ses limites, à travers la stagnation économique et sociale d'une partie importante du pays.

Au lendemain de la Révolution orange l'oligarchie ukrainienne, aurait pu alors évoluer vers une oligarchie « civile »*, où la soif de richesses des oligarques serait jugulée par des institutions assurant une répartition acceptable – et donc stabilisatrice - des richesses et du pouvoir -. Mais les dirigeants ukrainiens depuis 2005 ont privilégié les montages opaques. Au plan stratégique on peut par exemple évoquer la fenêtre d'opportunité manquée en 2005-06 pour clarifier les contrats de gaz russe, étape clef pour normaliser les relations avec Moscou.

Malgré le contrat social manqué, les volontés sécessionnistes sont restées faibles. Depuis 1991, la majorité anti-rattachement dans les régions de l'Est était de l'ordre de 75%. En revanche, les forces régionalistes sont influentes, même à Kiev – le clan qui s'installe à Kiev dès 1998, est celui dit « des régions », celui du Donbass industriel, incarné par Viktor Ianoukovitch, ancien droit commun et mécanicien, surfant sur le mythe d'un « Donbass » nourricier (charbon et métallurgie) et fait miroiter à ses mineurs indigents le « droit des peuples à disposer de ses ressources »...

Or le retour de Viktor Ianoukovitch sur la scène politique malgré son échec cuisant dans la Révolution orange, d'abord comme Premier ministre puis comme président, signalait clairement le maintien du statu quo oligarchique. Le pouvoir abandonne même l'apparence de gestion en bon père de famille, en faveur d'une gestion d'intérêts privés et claniques – de plus en plus privés, d'ailleurs, puisqu'il s'agit de bâtir un empire familial géré par les deux fils: postes de juges et procureurs accordés comme des « charges » à la condition d'une loyauté à la Famille, ponctions arbitraires sur les fortunes du grand business ukrainien y compris de « ses » oligarques, désorganisation de la collecte fiscale, élimination du service militaire (qui coûte cher à l'Etat !) sans programme de professionnalisation militaire en faveur d'un



rembourrage des forces de l'Intérieur. Même la politique de langues minoritaires (si présente dans l'argumentaire du Parti des « régions ») a été dénaturée : la Loi sur les langues minoritaires adoptée en 2012, et qui devait mettre à l'honneur les langues locales comme langue paritaire dans les administrations locales – le russe, mais aussi le hongrois, roumain, tatar - est largement restée lettre-morte par manque de financement et de volonté politique. Le repli des régions russophones de l'Ukraine sur la langue russe – relayé par le Parti des régions – entretient la prolétarianisation, faute de réflexion sur la cohabitation de l'ukrainien, un ascenseur social, avec le russe, langue locale.

Concernant les relations avec la Russie, Ianoukovitch n'a certainement pas agi en « pion » sur l'échiquier moscovite; agissant par des bonds erratiques, c'était plutôt pour le Kremlin un « morpion », irritant, imprévisible, méprisable. Ainsi, la démarcation physique de la frontière avec la Russie engagée en 2012 n'a pas été achevée, ni même avancé le règlement du statut de la Transnistrie, entité autoproclamée en Moldavie frontalière de l'Ukraine et conflit gelé sous influence russe. Le pouvoir ukrainien a ainsi renoncé à mener toute politique, qu'elle soit orientale ou occidentale, ou d'ailleurs multi-vectorielle.

Or, le « nouveau pouvoir » à Kiev entériné par le Maidan qui hérite de cet Etat épuisé à l'intérieur, mal démarqué à l'extérieur, est lui-même très mal armé pour tenir tête, que ce soit à la Russie ou à l'oligarchie. Légitimé pour le moment par une majorité parlementaire issue d'un « coup » opéré grâce aux anciens députés du pouvoir « repentis », mais dénué de mandat national, le nouveau gouvernement, avoue manquer de muscles – il n'a ni les moyens d'engager l'armée ukrainienne contre les Russes en Crimée, s'en remettant pour le moment à la protection occidentale, ni ceux de « tenir » les régions de l'est menacées par les forces centrifuges encouragées par Moscou. En effet, le contrôle des centres industriels de Dnepropetrovsk et Donetsk a été confié à des oligarques renégats qui ont été nommés gouverneurs de « leurs » régions. Le marché est clair : pouvoir économique et politique en contrepartie d'une allégeance ukrainienne. Par ailleurs, l'ombre de Ioulia Timochenko, marraine de l'oligarchie ukrainienne, plane sur cette stratégie de salut national – le président par intérim Oleksandr Tourchinov, speaker du Parlement, a grandi sous son aile, et son bloc à la Rada est à la fois le plus influent, et le plus respectable, entre nationalistes du parti Svoboda et opportunistes de (l'ex-) parti du pouvoir.

Quelle perspective ? La douche froide russe a mobilisé le gouvernement ukrainien qui tente de gérer les divisions internes: non à l'OTAN, oui à des relations avec la Russie et l'Europe, oui au bilinguisme régional, oui à une décentralisation. Il s'agit en somme de reprendre à son compte le discours dénaturé et instrumentalisé par les oligarques de l'Est et de le transformer en politique constructive de rassemblement. Mais aura-t-il le temps de le faire ?

*pour employer le terme du politologue américain Jeffrey A. Winters, « Oligarchy » publié en 2011.



7. BILAN PROVISOIRE DE LA CRISE UKRAINIENNE : DES VICTOIRES AMBIGUËS POUR LA RUSSIE

Un triomphe en trompe l'œil ?

Dans les chancelleries et les états-majors, dans les rédactions et sur les plateaux de télévision, la crise ukrainienne aurait un grand vainqueur : le pouvoir russe. Et la Russie serait ainsi une puissance en résurrection, triomphant de la faiblesse européenne et du désintérêt américain.

A l'automne dernier, la Fédération russe n'a-t-elle pas déjà réussi à faire pièce à l'extension de l'aire d'influence européenne en sapant le projet de partenariat oriental offert par l'Union européenne à l'Ukraine ? À présent, n'est-elle pas parvenue, en quelques semaines, à reconquérir le point stratégique de la Crimée, à la fois verrou de la Mer noire, clé du Caucase et vigie sur le Moyen-Orient ? En somme, le 21 mars, l'annexion unilatérale de la Crimée par la Russie conclurait une séquence durant laquelle Moscou serait allée de succès en succès.

Bien entendu, la démonstration de force ponctuelle est impressionnante et même inquiétante pour la stabilité de notre continent. Toutefois, les résultats obtenus sont d'un coût particulièrement élevé pour la Russie et la situation actuelle fournit aussi le symptôme des limites de son poids géopolitique. Les victoires russes sont fort ambiguës.

Succès géopolitiques et risques économiques

Les gains de la Russie sur l'échiquier géopolitique sont substantiels. Toutefois, les coûts financiers sont considérables, surtout pour celui des BRICS qui n'a jamais véritablement émergé et s'est cantonné à une économie de rente énergétique.

Entre l'alignement des pensions des nombreux retraités russes de Crimée, les investissements nécessaires pour l'alimentation en eau et en énergie de la péninsule et les transferts vers cette « province » pauvre comparativement à celle de la Russie européenne, le coût total pour les finances publiques russes sera élevé. Le *leader* criméen pro-russe Serguei Aksionov a déclaré, le jour du référendum, avoir reçu la promesse d'une aide d'urgence de 295 millions d'euros de la part de la Fédération russe ; à terme, les investissements nécessaires dans cette région pauvre s'élèveront à 20 milliards d'euros.

Les coûts de l'effort stratégique sont d'autant plus lourds que le pays est en ralentissement économique : après une croissance du PIB de 3,14 % en 2012, la Russie a connu un taux de croissance de 1,4 % en 2013. La croissance en 2014 sera lourdement handicapée par la facture économique pour sa politique en Ukraine : le repli de -10 % de la bourse de Moscou le 3 mars, les fuites de capitaux vers l'étranger, le tarissement des investissements directs étrangers en Russie (67,6 milliards d'euros en 2013) nécessaires pour compenser le sous-



investissement domestique ainsi que la perspective d'une dévaluation du rouble, funeste pour une économie massivement importatrice, seront les conséquences durables d'un coup d'éclat temporaire.

L'Occident ne doit pas être dupe de l'indifférence martiale affichée envers leurs sanctions effectives, programmées ou promises. La Russie est en train de s'aliéner ses clients en énergie, ses fournisseurs en biens d'équipement et ses financeurs. L'Europe a besoin des capitaux, des commandes et du gaz russe. Mais la Russie a bien plus besoin de l'Europe car elle dépend, pour 70 % de ses recettes, des exportations énergétiques et elle compte sur les importations de matériels européens pour réaliser sa modernisation économique et se réindustrialiser. Face à la volonté de diversifier les approvisionnements énergétiques, notamment à partir de l'Iran, la Russie est exposée à une récession prolongée qui effacera, dans l'opinion russe, les bénéfices de popularité engrangés par le pouvoir grâce à une vague patriotique à court terme.

Un isolement diplomatique à la limite du supportable dans le moyen terme

Le coût diplomatique est lui aussi considérable : Moscou est aujourd'hui au maximum de l'isolement qu'elle peut supporter pour défendre ses intérêts dans les grands dossiers actuels.

Pour prix de son offensive en Crimée, la Russie vient d'enchaîner une série de revers diplomatiques significatifs. Les efforts consentis pour déployer son offensive médiatique à l'occasion des Jeux olympiques de Sotchi ont été anéantis ; une série de rencontres diplomatiques de haut niveau avec la France et avec l'Allemagne a été annulée ; la tenue du sommet du G8 et du sommet UE-Russie à Sotchi est aujourd'hui écartée ; son projet d'Union eurasiatique, si importante pour faire pièce à l'essor de Pékin dans toute l'Asie, est miné par l'absence de partenaire à sa hauteur dans l'union. Enfin, elle s'est isolée au Conseil de sécurité de l'ONU en raison de l'abstention de la Chine le 15 mars sur la résolution déclarant le référendum en Crimée illégal.

Cet isolement dans les instances internationales augure mal de la place que la Russie sera en mesure de tenir dans les négociations sur l'Iran et la Syrie. Enfin, le cauchemar de la Russie, l'OTAN, sort renforcé de la confrontation avec la Russie, comme en atteste la visite du vice-président américain dans les anciens PECO. Dans les semaines et les mois qui viennent, la Russie pâtira assurément du statut de paria diplomatique qu'elle s'est infligée à elle-même.

Les limites de la maîtrise de la Russie sur son « étranger proche »

La ligne d'action de la Fédération doit également être évaluée à la lumière des préoccupations russes qu'elle trahit. A la différence de l'empire tsariste, de l'URSS stalinienne et du bloc brejnévien, la Russie actuelle ne se comporte pas comme un pôle hégémonique en expansion. Elle se crispe comme une puissance régionale aux abois. Ce sont également les faiblesses de Moscou et pas seulement sa toute-puissance qui se manifestent



aujourd'hui.

A Moscou, le déroulement et l'issue (provisoire) de la crise ukrainienne sont interprétés – *mezzo voce* – comme une série de victoires ambiguës pour la Russie. Le calendrier du déclenchement de la crise fut en réalité très défavorable à Moscou. A quelques semaines de l'ouverture des Jeux Olympiques de Sotchi destinés, à l'instar de ceux de Pékin en 2008, à manifester la capacité de rayonnement de la nouvelle Russie, la Fédération russe préparait plutôt une offensive destinée à rehausser son image internationale. Le déclenchement d'une confrontation indirecte avec l'Union européenne a bien des aspects d'une réponse prise dans l'urgence et au plus mauvais moment. De plus, en novembre 2013, la Russie a émis une contre-proposition, presque improvisée, symptomatique d'une incapacité à ancrer solidement son influence dans une zone historiquement liée à la Russie (que de fois la *Rus'* kievienne n'est-elles pas évoquée ?), déterminante pour son poids géostratégique et importante pour ses approvisionnements économiques. Quand un Etat comme la Russie joue son va-tout sur des enjeux vitaux, c'est qu'il désespère de contrôler la situation.

Certaines lacunes de l'influence russe en Ukraine se décèlent aussi dans plusieurs éléments clés de la crise ukrainienne. Le recours à une violence léthale (près d'une centaine de morts) constitue un aveu d'échec. L'usage des forces spéciales et l'ordre de tirer sur les manifestants signalent aux opposants l'incapacité du gouvernement à maintenir l'ordre. Qui ne mesure que cette réaction met en difficulté la Russie ? Elle montre, tout à la fois, l'incapacité des forces pro-russes à s'ancrer dans le pays, la faiblesse du contrôle de Moscou sur Kiev et elle a souligné à quel point la Russie n'a pas été en mesure de se préparer à une nouvelle révolution orange. En dix ans, la Russie n'est pas parvenue à établir une réponse efficace aux soulèvements kiéviens. De plus, l'usage de la violence armée est un mauvais signal pour les relations de la Russie avec son étranger proche : si les alliés de la Russie ne peuvent compter que sur leur appareil policier, c'est que la protection de Moscou contre les troubles est bien faible.

Les faiblesses de Moscou peuvent être décelées jusque dans le coup de force en Crimée : le gain immédiat est réel. Mais il atteste que la présence séculaire et jusqu'ici indiscutée des Russes en Crimée est aujourd'hui au centre des débats internationaux. Et les perspectives de troubles durables en Ukraine vont redoubler les préoccupations de Moscou. Loin d'être un champ de puissance, l'Ukraine devient aujourd'hui un enjeu contesté dans sa zone de sécurité essentielle.

Les victoires de la Russie sont ambiguës car elles soulignent aussi les limites de sa maîtrise sur son « étranger proche ».

Victoire à la Pyrrhus et aveu de faiblesse

Au terme de six mois de crise en Ukraine, la Russie a engrangé plusieurs résultats



appréciables. Mais elle l'a fait à un prix considérable et a ainsi trahi son impuissance à garantir durablement ses intérêts à ses frontières. Sa victoire à la Pyrrhus est bien aussi un symptôme de ses faiblesses.

